

Création d'une taxe française sur les services numériques

L. n° 2019-759, 24 juill. 2019 : JO 25 juill. 2019

La France instaure une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires, intitulée « *Taxe sur certains services fournis par*

les grandes entreprises du secteur numérique » et codifiée aux articles 299 et suivants du code général des impôts.

Texte

L. n° 2019-759, 24 juill. 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés : JO 25 juill. 2019, texte n° 1

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1

I. - Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le chapitre II du titre II de la première partie du livre Ier est ainsi rétabli :

« Chapitre II

« Taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique

« Art. 299. - I. - Il est institué une taxe due à raison des sommes encaissées par les entreprises du secteur numérique définies au III, en contrepartie de la fourniture en France, au cours d'une année civile, des services définis au II.

« II. - Les services taxables sont :

« 1° La mise à disposition, par voie de communications électroniques, d'une interface numérique qui permet aux utilisateurs d'entrer en contact avec d'autres utilisateurs et d'interagir avec eux, notamment en vue de la livraison de biens ou de la fourniture de services directement entre ces utilisateurs. Toutefois, la mise à disposition d'une interface numérique n'est pas un service taxable :

« a) Lorsque la personne qui réalise cette mise à disposition utilise l'interface numérique à titre principal pour fournir aux utilisateurs :

« - des contenus numériques ;

« - des services de communications ;

« - des services de paiement, au sens de l'article L. 314-1 du code monétaire et financier ;

« b) Lorsque l'interface numérique est utilisée pour gérer les systèmes et services suivants :

« - les systèmes de règlements interbancaires ou de règlement et de livraison d'instruments financiers, au sens de l'article L. 330-1 du même code ;

« - les plates-formes de négociation définies à l'article L. 420-1 dudit code ou les systèmes de négociation des internalisateurs systématiques définis à l'article L. 533-32 du même code ;

« - les activités de conseil en investissements participatifs, au sens de l'article L. 547-1 du même code, et, s'ils facilitent l'octroi de prêts, les services d'intermédiation en financement participatif, au sens de l'article L. 548-1 du même code ;

« - les autres systèmes de mise en relation, mentionnés dans un arrêté du ministre chargé de l'économie, dont l'activité est soumise à autorisation et l'exécution des prestations soumise à la surveillance d'une autorité de régulation en vue d'assurer la sécurité, la qualité et la transparence de transactions portant sur des instruments financiers, des produits d'épargne ou d'autres actifs financiers ;

« c) Lorsque l'interface numérique a pour objet de permettre l'achat ou la vente de prestations visant à placer des messages publicitaires dans les conditions prévues au 2° du présent II ;

« 2° Les services commercialisés auprès des annonceurs, ou de leurs mandataires, visant à placer sur une interface numérique des messages publicitaires ciblés en fonction de données relatives à l'utilisateur qui la consulte et collectées ou générées à l'occasion de la consultation de telles interfaces, y compris lorsqu'ils sont réalisés au moyen d'interfaces dont la mise à disposition est exclue des services taxables par le c du 1° du présent II. Ces services peuvent notamment comprendre les services d'achat, de stockage et de diffusion de messages publicitaires, de contrôle publicitaire et de mesures de performance ainsi que les services de gestion et de transmission de données

relatives aux utilisateurs.

« Sont exclus des services taxables les services mentionnés aux 1° et 2° du présent II fournis entre entreprises appartenant à un même groupe, au sens du dernier alinéa du III.

« III. - Les entreprises mentionnées au I sont celles, quel que soit leur lieu d'établissement, pour lesquelles le montant des sommes encaissées en contrepartie des services taxables lors de l'année civile précédant celle mentionnée au même I excède les deux seuils suivants :

« 1° 750 millions d'euros au titre des services fournis au niveau mondial ;

« 2° 25 millions d'euros au titre des services fournis en France, au sens de l'article 299 bis.

« Pour les entreprises, quelle que soit leur forme, qui sont liées, directement ou indirectement, au sens du II de l'article L. 233-16 du code de commerce, le respect des seuils mentionnés aux 1° et 2° du présent III s'apprécie au niveau du groupe qu'elles constituent.

« Art. 299 bis. - I. - Pour l'application du présent chapitre :

« 1° La France s'entend du territoire national, à l'exception des collectivités régies par l'article 74 de la Constitution, de la Nouvelle-Calédonie, des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

« 2° L'utilisateur d'une interface numérique est localisé en France s'il la consulte au moyen d'un terminal situé en France. La localisation en France de ce terminal est déterminée par tout moyen, y compris en fonction de son adresse IP (protocole internet), dans le respect des règles relatives au traitement de données à caractère personnel ;

« 3° Les encaissements versés en contrepartie de la fourniture d'un service taxable défini au 1° du II de l'article 299 s'entendent de l'ensemble des sommes versées par les utilisateurs de cette interface, à l'exception de celles versées en contrepartie de livraisons de biens ou de fournitures de services qui constituent, sur le plan économique, des opérations indépendantes de l'accès et de l'utilisation du service taxable ;

« 4° Les encaissements versés en contrepartie de la fourniture d'un service taxable défini au 2° du même II s'entendent de l'ensemble des sommes versées par les annonceurs, ou leurs mandataires, en contrepartie de la réalisation effective du placement des messages publicitaires ou de toute autre opération qui lui est étroitement liée sur le plan économique.

« II. - Les services taxables mentionnés au 1° du II de l'article 299 sont fournis en France au cours d'une année civile si :

« 1° Lorsque l'interface numérique permet la réalisation, entre utilisateurs de l'interface, de livraisons de biens ou de prestations de services, une telle opération est conclue au cours de cette année par un utilisateur localisé en France ;

« 2° Lorsque l'interface numérique ne permet pas la réalisation de livraisons de biens ou de prestations de services, un de ses utilisateurs dispose au cours de cette année d'un compte ayant été ouvert depuis la France et lui permettant d'accéder à tout ou partie des services disponibles sur cette interface.

« III. - Les services taxables mentionnés au 2° du II de l'article 299 sont fournis en France au cours d'une année civile si :

« 1° Pour les services autres que ceux mentionnés au 2° du présent III, un message publicitaire est placé au cours de cette

année sur une interface numérique en fonction de données relatives à un utilisateur qui consulte cette interface en étant localisé en France ;

« 2° Pour les ventes de données qui ont été générées ou collectées à l'occasion de la consultation d'interfaces numériques par des utilisateurs, des données vendues au cours de cette année sont issues de la consultation d'une de ces interfaces par un utilisateur localisé en France.

« IV. - Lorsqu'un service taxable mentionné au II de l'article 299 est fourni en France au cours d'une année civile au sens des II ou III du présent article, le montant des encaissements versés en contrepartie de cette fourniture est défini comme le produit de la totalité des encaissements versés au cours de cette année en contrepartie de ce service par le pourcentage représentatif de la part de ces services rattachée à la France évalué lors de cette même année. Ce pourcentage est égal :

« 1° Pour les services mentionnés au 1° du II, à la proportion des opérations de livraisons de biens ou de fournitures de services pour lesquelles l'un des utilisateurs de l'interface numérique est localisé en France ;

« 2° Pour les services mentionnés au 2° du même II, à la proportion des utilisateurs qui disposent d'un compte ayant été ouvert depuis la France et permettant d'accéder à tout ou partie des services disponibles à partir de l'interface et qui ont utilisé cette interface durant l'année civile concernée ;

« 3° Pour les services mentionnés au 1° du III, à la proportion des messages publicitaires placés sur une interface numérique en fonction de données relatives à un utilisateur qui consulte cette interface en étant localisé en France ;

« 4° Pour les services mentionnés au 2° du même III, à la proportion des utilisateurs pour lesquels tout ou partie des données vendues ont été générées ou collectées à l'occasion de la consultation, lorsqu'ils étaient localisés en France, d'une interface numérique.

« Art. 299 ter. - Le fait générateur de la taxe prévue à l'article 299 est constitué par l'achèvement de l'année civile au cours de laquelle l'entreprise définie au III du même article 299 a encaissé des sommes en contrepartie de la fourniture en France de services taxables. Toutefois, en cas de cessation d'activité du redevable, le fait générateur de la taxe intervient lors de cette cessation.

« Le redevable de la taxe est la personne qui encaisse les sommes. La taxe devient exigible lors de l'intervention du fait générateur.

« Art. 299 quater. - I. - La taxe prévue à l'article 299 est assise sur le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, tel que défini au IV de l'article 299 bis, des sommes encaissées par le redevable, lors de l'année au cours de laquelle la taxe devient exigible, en contrepartie d'un service taxable fourni en France.

« Toutefois, ne sont pas prises en compte les sommes versées en contrepartie de la mise à disposition d'une interface numérique qui facilite la vente de produits soumis à accises, au sens du 1 de l'article 1^{er} de la directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise et abrogeant la directive 92/12/CEE, lorsqu'elles présentent un lien direct et indissociable avec le volume ou la valeur de ces ventes.

« II. - Le montant de la taxe est calculé en appliquant à l'assiette définie au I du présent article un taux de 3 %.

« Art. 299 quinquies. - Pour l'application du présent chapitre, les sommes encaissées dans une monnaie autre que l'euro sont converties en appliquant le dernier taux de change publié au Journal officiel de l'Union européenne, connu au premier jour du mois au cours duquel les sommes sont encaissées.

« Art. 300. - I. - La taxe prévue à l'article 299 est déclarée et liquidée par le redevable selon les modalités suivantes :

« 1° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime réel normal d'imposition mentionné au 2 de l'article 287, sur l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 du même article 287 déposée au titre du mois de mars ou du premier trimestre de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible ;

« 2° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime réel simplifié d'imposition prévu à l'article 302 septies A, sur la déclaration annuelle mentionnée au 3 de l'article 287 déposée au titre de l'exercice au cours duquel la taxe est devenue exigible ;

« 3° Dans tous les autres cas, sur l'annexe à la déclaration prévue au 1 du même article 287, déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable, au plus tard le 25 avril de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible.

« II. - La taxe est acquittée dans les conditions prévues à l'article 1693 quater, sauf par les redevables soumis au régime réel simplifié d'imposition prévu à l'article 302 septies A, pour lesquels elle est acquittée dans les conditions prévues à l'article 1692. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 16 C et L. 70 A du livre des procédures fiscales, elle est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces mêmes taxes.

« III. - Tant que le droit de reprise de l'administration est susceptible de s'exercer, conformément à l'article L. 177 A du livre des procédures fiscales, les redevables conservent, à l'appui de leur comptabilité, l'information des sommes encaissées mensuellement en contrepartie de chacun des services taxables fournis, en distinguant celles se rapportant à un service fourni en France, au sens des II et III de l'article 299 bis du présent code et, le cas échéant, celles exclues de l'assiette en application du second alinéa du I de l'article 299 quater, ainsi que les éléments quantitatifs mensuels utilisés pour calculer les proportions prévues au IV de l'article 299 bis. L'information sur les sommes encaissées mensuellement précise, le cas échéant, le montant encaissé dans une monnaie autre que l'euro et le montant converti en euro selon les modalités prévues à l'article 299 quinquies, en faisant apparaître le taux de change retenu en application du même article 299 quinquies.

« Ces informations sont tenues à la disposition de l'administration et lui sont communiquées à première demande.

« IV. - Lorsque le redevable n'est pas établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans tout autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu

avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement de l'impôt, il fait accréditer auprès du service des impôts compétent un représentant assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée établi en France, qui s'engage, le cas échéant, à remplir les formalités au nom et pour le compte du représenté et à acquitter la taxe à sa place. » ;

2° Le II quater de la section II du chapitre Ier du livre II est ainsi rétabli :

« II quater : Régime spécial de la taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique

« Art. 1693 quater. - I. - Les redevables de la taxe prévue à l'article 299 autres que ceux soumis au régime réel simplifié d'imposition prévu à l'article 302 septies A ou admis à déposer leurs déclarations par trimestre civil conformément au dernier alinéa du 2 de l'article 287 acquittent cette taxe au moyen de deux acomptes versés lors de l'année au cours de laquelle elle devient exigible et au moins égaux à la moitié du montant dû au titre de l'année précédente.

« Le premier acompte est versé lors de la déclaration de la taxe devenue exigible l'année précédente.

« Le second acompte est versé :

« 1° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime réel normal d'imposition mentionné au 2 de l'article 287, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 du même article 287 déposée au titre du mois de septembre ;

« 2° Dans les autres cas, au plus tard le 25 octobre, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration prévue au même 1 déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable.

« II. - Les redevables qui estiment que le paiement d'un acompte conduirait à excéder le montant de la taxe définitivement dû peuvent surseoir au paiement de ce dernier ou minorer son montant.

« Lorsqu'un redevable fait usage de la faculté prévue au premier alinéa du présent II et que le montant de la taxe finalement dû est supérieur de plus de 20 % au montant des acomptes versés, l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 et la majoration prévue à l'article 1731 sont applicables.

« L'intérêt de retard et la majoration mentionnés au deuxième alinéa du présent II sont appliqués à la différence positive entre, d'une part, la somme du montant de chacun des deux acomptes qui auraient été versés en l'absence de modulation à la baisse et, d'autre part, la somme du montant de chacun des deux acomptes effectivement versés.

« III. - Le montant de taxe dû est régularisé lorsqu'elle est déclarée. Le cas échéant, les montants à restituer aux redevables sont imputés sur l'acompte acquitté lors de cette déclaration puis, si nécessaire, sur celui acquitté postérieurement la même année ou, en cas d'absence ou d'insuffisance des acomptes, remboursés.

« Art. 1693 quater A. - En cas de cessation d'activité du redevable, le montant de la taxe prévue à l'article 299 qui est dû au

titre de l'année de cessation d'activité est établi immédiatement. Elle est déclarée, acquittée et, le cas échéant, régularisée selon les modalités prévues pour la taxe sur la valeur ajoutée dont il est redevable ou, à défaut, dans les soixante jours suivant la cessation d'activité.

« Art. 1693 quater B. - I. - Un redevable de la taxe prévue à l'article 299 qui n'est pas soumis au régime réel simplifié d'imposition prévu à l'article 302 septies A ni admis à déposer ses déclarations par trimestre civil conformément au dernier alinéa du 2 de l'article 287 peut choisir de déclarer et d'acquitter la taxe pour l'ensemble des redevables du groupe, au sens du dernier alinéa du III de l'article 299, auquel il appartient. Dans ce cas, l'article 1693 ter ne s'applique pas à cette taxe.

« Cette option est exercée avec l'accord de l'ensemble des redevables du groupe concerné.

« II. - Le redevable recourant à l'option prévue au I du présent article formule sa demande auprès du service des impôts dont il dépend. Cette option prend effet pour les paiements et remboursements intervenant à compter de la déclaration déposée l'année suivant la réception de la demande par ce service.

« III. - L'option est exercée pour au moins trois années.

« Le redevable renonçant à l'option formule sa demande de renonciation auprès du service des impôts dont il dépend. Cette renonciation prend effet pour les paiements et remboursements intervenant à compter de la déclaration de l'année déposée l'année suivant la réception de la demande par ce service.

« L'option s'applique pour la taxe due par tout nouveau membre du groupe concerné. En cas de désaccord de ce dernier, il est renoncé à l'option dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent III.

« IV. - La déclaration déposée par le redevable recourant à l'option mentionne les montants dus par chaque membre du groupe.

« V. - Le redevable recourant à l'option prévue au I obtient les remboursements de la taxe due par les redevables membres du groupe consolidé, le cas échéant, par imputation des montants dus par les autres membres et acquitte les droits et les intérêts de retard et pénalités prévus au chapitre II du présent livre en conséquence des infractions commises par les redevables membres du groupe.

« VI. - Chaque redevable membre du groupe est tenu solidairement avec le redevable recourant à l'option prévue au I au paiement de la taxe et, le cas échéant, des intérêts de retard et pénalités correspondants que le redevable recourant à l'option prévue au même I est chargé d'acquitter, à hauteur des droits, intérêts et pénalités dont le redevable membre du groupe serait redevable si l'option mentionnée audit I n'avait pas été exercée. » ;

3° A l'article 302 decies, après les mots : « des articles », est insérée la référence : « 299, ».

II. - Le titre II de la première partie du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° Le I ter de la section II du chapitre Ier est ainsi rédigé :

« I ter : Taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique

« Art. L 16 C. - L'administration fiscale peut demander au redevable de la taxe prévue à l'article 299 du code général des impôts des justifications sur tous les éléments servant de base au calcul de cette taxe sans que cette demande constitue le début d'une vérification de comptabilité ou d'un examen de comptabilité.

« Cette demande indique expressément au redevable les points sur lesquels elle porte et lui fixe un délai de réponse, qui ne peut être inférieur à deux mois.

« Lorsque le redevable n'a pas répondu ou a répondu de façon insuffisante à la demande de justifications dans le délai prévu par celle-ci, l'administration fiscale lui adresse une mise en demeure de produire ou de compléter sa réponse dans un délai de trente jours, en précisant, le cas échéant, les compléments de réponse souhaités. Cette mise en demeure mentionne la procédure de taxation d'office prévue à l'article L. 70 A du présent livre. » ;

2° Après le troisième alinéa de l'article L. 48, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour le redevable membre d'un groupe mentionné à l'article 1693 quater B du code général des impôts, l'information prévue au premier alinéa du présent article porte, en ce qui concerne la taxe prévue à l'article 299 du code général des impôts et les pénalités correspondantes, sur les montants dont ce redevable serait redevable en l'absence d'appartenance au groupe. » ;

3° Au dernier alinéa du même article L. 48, après la référence : « l'article L. 247 », sont insérés les mots : « du présent livre » ;

4° Le B du I de la section V du chapitre Ier est complété par un article L. 70 A ainsi rédigé :

« Art. L 70 A. - Lorsque, dans les trente jours de la réception de la mise en demeure mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 16 C, le redevable s'est abstenu de répondre, n'a pas complété sa réponse ou l'a complétée de manière insuffisante, l'administration fiscale peut procéder à la taxation d'office du redevable au titre de la taxe prévue à l'article 299 du code général des impôts. » ;

5° L'article L. 177 A est ainsi rétabli :

« Art. L 177 A. - Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 176 du présent livre, pour la taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique prévue à l'article 299 du code général des impôts, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la sixième année suivant celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible conformément à l'article 299 ter du même code.

« Par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 176 du présent livre, pour la taxe prévue à l'article 299 du code général des impôts, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la dixième année suivant celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible conformément à l'article 299 ter du même code. »

III. - Par dérogation au I de l'article 1693 quater du code général des impôts, la taxe prévue à l'article 299 du même code due

au titre de l'année 2019 donne lieu au paiement d'un acompte unique, acquitté dans les conditions suivantes :

1° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime réel normal d'imposition mentionné au 2 de l'article 287 dudit code, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 du même article 287 déposée au titre du mois d'octobre ;

2° Dans les autres cas, au plus tard le 25 novembre, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration prévue au même 1 déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable.

Cet acompte est égal au montant de la taxe qui aurait été liquidée sur la base des sommes encaissées en 2018 en contrepartie du ou des services taxables fournis en France. Le pourcentage représentatif de la part des services rattachés à la France défini au IV de l'article 299 bis du même code est évalué lors de la période comprise entre le lendemain de la publication de la présente loi et le 31 octobre 2019. L'acompte est dû par les personnes pour lesquelles sont dépassés les seuils mentionnés au III de l'article 299 du code général des impôts, déterminés à partir de ces mêmes sommes et de ce même pourcentage, sans préjudice de son remboursement lorsqu'il est constaté que les conditions d'assujettissement ne sont pas remplies.

Pour l'assujettissement et la liquidation de la taxe prévue à l'article 299 du même code due au titre de l'année 2019, le pourcentage représentatif de la part des services rattachés à la France défini au IV de l'article 299 bis dudit code est évalué lors de la période comprise entre le lendemain de la publication de la présente loi et le 31 décembre 2019.

IV. - L'option prévue à l'article 1693 quater B du code général des impôts peut, pour la taxe prévue à l'article 299 du même code due au titre de l'année 2019, être exercée jusqu'au 31 octobre 2019 et prend effet à partir du premier paiement à compter de cette date.

V. - Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre de chaque année, un rapport sur les négociations conduites au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour identifier et mettre en œuvre une solution internationale coordonnée destinée à renforcer l'adéquation des règles fiscales internationales aux évolutions économiques et technologiques modernes. Ce rapport précise notamment, pour chaque proposition figurant dans le document de consultation publique de février 2019 ou toute autre proposition postérieure, la position de la France, de l'Union européenne et de chaque juridiction fiscale participant à ces travaux et la motivation de chacune de ces positions, l'état d'avancement des négociations, les perspectives d'aboutissement et l'impact budgétaire, fiscal, administratif et économique pour la France et les entreprises françaises. Il rend compte aussi, le cas échéant, des progrès des travaux menés sur ces questions dans le cadre de l'Union européenne ou tout autre cadre international pertinent. Il renseigne particulièrement les parlementaires sur les possibilités de la mise en œuvre d'une coopération renforcée pour la fiscalité du numérique à l'échelle européenne.

Il fait également état de l'incidence de ces négociations sur la taxe sur les services numériques prévue à l'article 299 du code

général des impôts et indique la date à laquelle un nouveau dispositif mettant en œuvre la solution internationale coordonnée se substituera à cette taxe.

Article 2

En l'absence de notification préalable de la taxe sur les services numériques prévue à l'article 299 du code général des impôts à la Commission européenne en application de l'article 108, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Gouvernement remet, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport au Parlement sur les raisons pour lesquelles la taxe précitée n'a pas été notifiée à la Commission européenne.

Article 3

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport dressant un état des lieux de la fiscalité pesant sur les entreprises du secteur du commerce. Il précise les différences de prélèvement entre les entreprises du commerce physique et les entreprises du commerce en ligne, notamment transnationales.

Ce rapport élabore des propositions en vue d'aboutir à un cadre fiscal plus équitable entre les différentes formes de commerce.

[...]

Article 5

A compter de 2020, le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre de chaque année, un rapport sur les résultats de la taxe prévue à l'article 299 du code général des impôts et sur son impact économique. Ce rapport précise également la répartition du produit de la taxe en fonction, d'une part, des catégories de services mentionnées au II du même article 299 et, d'autre part, de l'origine géographique des groupes redevables.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 juillet 2019.

Emmanuel Macron
Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Edouard Philippe

Le ministre de l'économie et des finances,
Bruno Le Maire

Le ministre de l'action et des comptes publics,
Gérald Darmanin

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique,
Cédric O

Commentaire

1. Par la présente loi, la France instaure une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires, intitulée « *Taxe sur certains services fournis par les grandes entreprises du secteur numérique* » et codifiée aux articles 299 et suivants du code général des impôts.

À la date de rédaction du présent article, l'administration fiscale avait sollicité les commentaires du public sur la doctrine administrative relative aux modalités déclaratives et de paiement de cette nouvelle taxe ainsi que sur l'option pour la consolidation au sein d'un groupe de la déclaration et du paiement¹. Les commentaires relatifs au champ d'application, au fait générateur et à l'exigibilité, à la base d'imposition et à la liquidation de la taxe doivent faire l'objet d'une publication ultérieure.

I. Contexte de la création

2. La création de cette taxe intervient dans un contexte particulier au niveau international. Dans nombre d'États, les règles actuelles de la fiscalité internationale sont jugées comme ne permettant pas une taxation suffisante et correctement localisée des bénéfices réalisés par les grandes multinationales du secteur numérique, généralement américaines (les « GAFA » pour Google, Amazon, Facebook, Apple). Si le sujet a bien été identifié dans le cadre de l'action 1 du projet BEPS de l'OCDE « *Relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique* », aucune avancée concrète n'avait été constatée jusqu'à récemment. Cette absence de progrès a généré une multiplication des initiatives nationales², non coordonnées. Dans le cas de la France, l'objectif explicite de la création de la taxe est de faire pression au niveau international pour faire avancer les négociations et aboutir à une solution coordonnée permettant d'éviter les doubles ou multiples impositions. La nouvelle taxe n'a ainsi qu'une vocation temporaire.

L'OCDE a récemment fait des propositions de modification des règles de la fiscalité internationale, qui vont d'ailleurs au-delà de la taxation des seules entreprises du secteur numérique, et un calendrier est prévu pour aboutir d'ici à la fin de l'année 2020.

3. Dans ce contexte très sensible en termes de politique fiscale et d'enjeu économique, la loi prévoit la remise par le Gouvernement d'un certain nombre de rapports, afin d'éclairer le Parlement :

> avant le 30 septembre de chaque année, un **rapport sur les négociations conduites au sein de l'OCDE pour identifier et mettre en œuvre une solution internationale coordonnée** destinée à renforcer l'adéquation des règles fiscales internationales aux évolutions économiques et technologiques modernes.

Ce rapport précise notamment, pour chaque proposition figurant dans le document de consultation publique de février 2019 ou toute autre proposition postérieure, la position de la France, de l'Union européenne et de chaque juridiction fiscale participant à ces travaux et la motivation de chacune de ces positions, l'état d'avancement des négociations, les perspectives d'aboutissement et l'impact budgétaire, fiscal, administratif et économique pour la France et les entreprises françaises. Il rend compte aussi, le cas échéant, des progrès des travaux menés sur ces questions dans le cadre de l'Union européenne ou tout autre cadre international pertinent. Il renseigne particulièrement les parlementaires sur les possibilités de la mise en œuvre d'une coopération renforcée pour la fiscalité du numérique à l'échelle européenne.

Il fait également état de l'incidence de ces négociations sur la taxe sur les services numériques prévue à l'article 299 du code général des impôts et indique la date à laquelle un nouveau dispositif mettant en œuvre la solution internationale coordonnée se substituera à cette taxe.

> dans un délai de trois mois à compter du 24 juillet 2019, un **rapport dressant un état des lieux de la fiscalité pesant sur les entreprises du secteur du commerce**, précisant les différences de prélèvement entre les entreprises du commerce physique et les entreprises du commerce en ligne, notamment transnationales, et élaborant des propositions en vue d'aboutir à un cadre fiscal plus équitable entre les différentes formes de commerce.

> à compter de 2020, avant le 30 septembre de chaque année, un **rapport sur les résultats de la présente taxe et sur son impact économique**. Ce rapport doit préciser également la répartition du produit de la taxe en fonction, d'une part, des catégories de services concernées et, d'autre part, de l'origine géographique des groupes redevables.

4. L'instauration de la taxe suscite des **débats quant à sa compatibilité avec les normes supérieures**, notamment le droit de l'Union européenne et en particulier le droit européen des aides d'État³.

Pour cette raison, dès lors que la taxe n'a pas fait l'objet d'une notification préalable à la Commission européenne en application de l'article 108, § 3, du TFUE, le Gouvernement doit remettre, dans un délai de trois mois à compter du 24 juillet, un rapport au Parlement sur les raisons de l'absence de notification.

¹ BOFIP, Actualité, 16 oct. 2019.

² Par exemple, à partir d'avril 2020, le gouvernement britannique introduira une nouvelle taxe fixée au taux de 2% et portant sur les revenus provenant de la fourniture d'une plate-forme de médias sociaux, d'un moteur de recherche ou d'un marché en ligne tirant une valeur de leur interaction avec des utilisateurs britanniques. Seront assujetties à cette taxe les entreprises dont les revenus mondiaux du groupe provenant de ces activités numériques dépassent 500 millions de livres sterling et dont plus de 25 millions de ces revenus proviennent d'utilisateurs britanniques (Gouvernement du Royaume-Uni, communiqué, 11 juill. 2019).

³ V. not. A. Retureau, A. Bailleul-Mirabaud et C. Leclère, Le projet de taxe française sur les services numériques (« taxe GAFA ») : un caractère temporaire autorise-t-il tous les risques ? : FI 2-2019, n° 1.3.

II. Régime de la taxe

A. Champ d'application

5. En application du nouvel article 299 du CGI, la taxe est due à raison des sommes encaissées par les entreprises du secteur numérique en contrepartie de la fourniture en France, au cours d'une année civile, de certains services.

La France s'entend du territoire national, à l'exception des collectivités régies par l'article 74 de la Constitution, de la Nouvelle-Calédonie, des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton.

1° Entreprises concernées

6. Les entreprises concernées sont celles, **quel que soit leur lieu d'établissement**, pour lesquelles le montant des sommes encaissées en contrepartie des services taxables lors de l'année civile précédant l'année d'imposition excède les **deux seuils cumulatifs** suivants :

- **750 millions d'euros au titre des services fournis au niveau mondial ;**
- **25 millions d'euros au titre des services fournis en France** définis ci-dessous (V. § 7).

Pour les entreprises, quelle que soit leur forme, qui sont liées, directement ou indirectement, au sens du II de l'article L. 233-16 du code de commerce, le respect de ces seuils s'apprécie au niveau du groupe qu'elles constituent.

2° Services taxables

7. Les services taxables sont les suivants.

8. **Mise à disposition d'une interface numérique** – Constitue en principe un service taxable la mise à disposition, par voie de communications électroniques, d'une interface numérique qui permet aux utilisateurs d'entrer en contact avec d'autres utilisateurs et d'interagir avec eux, notamment en vue de la livraison de biens ou de la fourniture de services directement entre ces utilisateurs.

Toutefois, un tel service n'est pas taxable :

> lorsque la personne qui réalise cette mise à disposition utilise l'interface numérique à titre principal pour fournir aux utilisateurs :

- des contenus numériques ;
- des services de communications ;
- des services de paiement, au sens de l'article L. 314-1 du code monétaire et financier (CMF) ;

> lorsque l'interface numérique est utilisée pour gérer les systèmes et services suivants :

- les systèmes de règlements interbancaires ou de règlement et de livraison d'instruments financiers, au sens de l'article L. 330-1 du CMF ;

- les plates-formes de négociation définies à l'article L. 420-1 du CMF ou les systèmes de négociation des internalisateurs systématiques définis à l'article L. 533-32 du CMF ;

- les activités de conseil en investissements participatifs, au sens de l'article L. 547-1 du CMF, et, s'ils facilitent l'octroi

de prêts, les services d'intermédiation en financement participatif, au sens de l'article L. 548-1 du CMF ;

- les autres systèmes de mise en relation, mentionnés dans un arrêté du ministre chargé de l'économie, dont l'activité est soumise à autorisation et l'exécution des prestations soumise à la surveillance d'une autorité de régulation en vue d'assurer la sécurité, la qualité et la transparence de transactions portant sur des instruments financiers, des produits d'épargne ou d'autres actifs financiers ;

> lorsque l'interface numérique a pour objet de permettre l'achat ou la vente de prestations visant à placer des messages publicitaires dans les conditions prévues ci-dessous (V. § 10).

9. Ces services sont considérés comme fournis en France au cours d'une année civile si :

- lorsque l'interface numérique permet la réalisation, entre utilisateurs de l'interface, de livraisons de biens ou de prestations de services, une telle opération est conclue au cours de cette année par un utilisateur localisé en France ;

- lorsque l'interface numérique ne permet pas la réalisation de livraisons de biens ou de prestations de services, un de ses utilisateurs dispose au cours de cette année d'un compte ayant été ouvert depuis la France et lui permettant d'accéder à tout ou partie des services disponibles sur cette interface.

10. **Services visant à placer sur une interface numérique des messages publicitaires ciblés** - Constituent en principe des services taxables les services commercialisés auprès des annonceurs, ou de leurs mandataires, visant à placer sur une interface numérique des messages publicitaires ciblés en fonction de données relatives à l'utilisateur qui la consulte et collectées ou générées à l'occasion de la consultation de telles interfaces, y compris lorsqu'ils sont réalisés au moyen d'interfaces dont la mise à disposition est exclue des services taxables (V. § 8 *in fine*).

Ces services peuvent notamment comprendre les services d'achat, de stockage et de diffusion de messages publicitaires, de contrôle publicitaire et de mesures de performance ainsi que les services de gestion et de transmission de données relatives aux utilisateurs.

11. Ces services sont considérés comme fournis en France au cours d'une année civile si :

- pour les services autres que les ventes de données visées au tiret suivant, un message publicitaire est placé au cours de cette année sur une interface numérique en fonction de données relatives à un utilisateur qui consulte cette interface en étant localisé en France ;

- pour les ventes de données qui ont été générées ou collectées à l'occasion de la consultation d'interfaces numériques par des utilisateurs, des données vendues au cours de cette année sont issues de la consultation d'une de ces interfaces par un utilisateur localisé en France.

12. **Services intra-groupe** - Sont exclus des services taxables les services mentionnés visés ci-dessus mais fournis entre entreprises liées au sens du II de l'article L. 233-16 du code de commerce.

13. Notion d'utilisateur localisé en France - L'utilisateur d'une interface numérique est localisé en France s'il la consulte au moyen d'un terminal situé en France. La localisation en France de ce terminal est déterminée par tout moyen, y compris en fonction de son adresse IP (protocole internet), dans le respect des règles relatives au traitement de données à caractère personnel.

II. Fait générateur, exigibilité et redevable de la taxe

14. Le fait générateur de la taxe est constitué par l'achèvement de l'année civile au cours de laquelle l'entreprise a encaissé des sommes en contrepartie de la fourniture en France de services taxables. Toutefois, en cas de cessation d'activité du redevable, le fait générateur de la taxe intervient lors de cette cessation.

La taxe devient **exigible** lors de l'intervention du fait générateur.

Le **redevable** de la taxe est la personne qui encaisse les sommes.

III. Calcul de la taxe

A. Assiette

15. La taxe est assise sur le montant, hors TVA, des sommes encaissées par le redevable, lors de l'année au cours de laquelle la taxe devient exigible, en contrepartie d'un service taxable fourni en France.

16. Ce montant est défini comme le produit de la totalité des encaissements versés au cours de cette année en contrepartie de ce service par le pourcentage représentatif de la part de ces services rattachée à la France évalué lors de cette même année. Ce pourcentage est égal :

> pour les services de mise à disposition d'une interface numérique (V. § 8), à la proportion des opérations de livraisons de biens ou de fournitures de services pour lesquelles l'un des utilisateurs de l'interface numérique est localisé en France ;

Les encaissements s'entendent de l'ensemble des sommes versées par les utilisateurs de cette interface, à l'exception de celles versées en contrepartie de livraisons de biens ou de fournitures de services qui constituent, sur le plan économique, des opérations indépendantes de l'accès et de l'utilisation du service taxable.

> pour les services visant à placer sur une interface numérique des messages publicitaires ciblés (V. § 10), à la proportion des utilisateurs qui disposent d'un compte ayant été ouvert depuis la France et permettant d'accéder à tout ou partie des services disponibles à partir de l'interface et qui ont utilisé cette interface durant l'année civile concernée ;

Les encaissements s'entendent de l'ensemble des sommes versées par les annonceurs, ou leurs mandataires, en contrepartie de la réalisation effective du placement des messages publicitaires ou de toute autre opération qui lui est étroitement liée sur le plan économique.

> pour les services visant à placer sur une interface numérique des messages publicitaires ciblés, autres que les ventes de données (V. § 11, 1^{er} tiret), à la proportion des messages publicitaires placés sur une interface numérique en fonction de données relatives à un utilisateur qui consulte cette interface en étant localisé en France ;

> pour les services de vente de données visant à placer sur une interface numérique des messages publicitaires ciblés (V. § 11, 2^e tiret), à la proportion des utilisateurs pour lesquels tout ou partie des données vendues ont été générées ou collectées à l'occasion de la consultation, lorsqu'ils étaient localisés en France, d'une interface numérique.

À noter : Les sommes encaissées dans une **monnaie autre que l'euro** sont converties en appliquant le dernier taux de change publié au Journal officiel de l'Union européenne, connu au premier jour du mois au cours duquel les sommes sont encaissées.

17. Sommes exclues - Ne sont pas prises en compte les sommes versées en contrepartie de la mise à disposition d'une interface numérique qui facilite la **vente de produits soumis à accises**, au sens du 1^{er} de l'article 1^{er} de la directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise et abrogeant la directive 92/12/CEE, lorsqu'elles présentent un lien direct et indissociable avec le volume ou la valeur de ces ventes.

B. Taux

18. Le montant de la taxe est calculé en appliquant à l'assiette ci-dessus un taux de **3 %**.

IV. Déclaration, liquidation et paiement

19. L'administration fiscale a sollicité jusqu'au 29 novembre 2019, les commentaires du public sur la doctrine administrative, qu'elle a mise en ligne le 16 octobre 2019, relative aux modalités déclaratives et de paiement de cette nouvelle taxe ainsi que sur l'option pour la consolidation au sein d'un groupe de la déclaration et du paiement. Cette doctrine, susceptible d'être révisée à l'issue de la consultation, est néanmoins opposable dès sa publication.

REMARQUE : Lorsque le redevable n'est pas établi dans un État de l'Union européenne, en Islande ou en Norvège, il doit faire accréditer auprès du service des impôts compétent un représentant assujéti à la TVA établi en France, qui s'engage, le cas échéant, à remplir les formalités au nom et pour le compte du représenté et à acquitter la taxe à sa place.

A. Déclaration et liquidation

20. La taxe est déclarée et liquidée :

> pour les redevables de la TVA soumis au régime réel normal d'imposition (CGI, art. 287, 2), sur l'annexe à la déclaration CA3 déposée au titre du mois de mars ou du premier trimestre de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible ;

> pour les redevables de la TVA soumis au régime réel simplifié d'imposition (CGI, art. 302 septies A), sur la déclaration annuelle déposée au titre de l'exercice au cours duquel la taxe est devenue exigible ;

> dans tous les autres cas, sur l'annexe à la déclaration CA3, déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable, au plus tard le 25 avril de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible.

Pour plus de détails, il convient de se reporter à la doctrine administrative⁴.

B. Paiement

21. **Principes** - Les redevables soumis au régime réel simplifié d'imposition sont tenus d'acquitter le montant de la taxe exigible au moment du dépôt de la déclaration.

22. Les redevables de la taxe autres que ceux soumis au régime réel simplifié d'imposition ou admis à déposer leurs déclarations par trimestre civil acquittent cette taxe au moyen de deux acomptes versés lors de l'année au cours de laquelle elle devient exigible et au moins égaux à la moitié du montant dû au titre de l'année précédente.

Le premier acompte est versé lors de la déclaration de la taxe devenue exigible l'année précédente.

Le second acompte est versé :

- pour les redevables soumis au régime réel normal d'imposition, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration CA3 déposée au titre du mois de septembre ;

- dans les autres cas, au plus tard le 25 octobre, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration CA3 déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable.

Par dérogation, la **taxe due au titre de l'année 2019 donne lieu au paiement d'un acompte unique**, acquitté dans les conditions suivantes :

1° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime réel normal d'imposition mentionné au 2 de l'article 287 dudit code, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 du même article 287 déposée au titre du mois d'octobre ;

2° Dans les autres cas, au plus tard le 25 novembre, lors du dépôt de l'annexe à la déclaration prévue au même 1 déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable.

Cet acompte est égal au montant de la taxe qui aurait été liquidée sur la base des sommes encaissées en 2018 en contrepartie du ou des services taxables fournis en France. Le pourcentage représentatif de la part des services rattachés à la France défini au IV de l'article 299 bis du même code est évalué lors de la période comprise entre le lendemain de la publication de la présente loi et le 31 octobre 2019. L'acompte est dû par les personnes pour lesquelles sont dépassés les seuils mentionnés au III de l'article 299 du code général des impôts, déterminés à partir de ces mêmes sommes et de ce même pourcentage, sans préjudice de son remboursement lorsqu'il est constaté que les conditions d'assujettissement ne sont pas remplies.

Pour l'assujettissement et la liquidation de la taxe prévue à l'article 299 du même code due au titre de l'année 2019, le pourcentage représentatif de la part des services rattachés à la France défini au IV de l'article 299 bis dudit code est évalué lors de la période comprise entre le lendemain de la publication de la présente loi et le 31 décembre 2019.

23. Les redevables qui estiment que le paiement d'un acompte conduirait à excéder le montant de la taxe définitivement dû peuvent **surseoir au paiement de ce dernier ou minorer son montant**.

Lorsqu'un redevable fait usage de cette faculté et que le **montant de la taxe finalement dû est supérieur** de plus de 20 % au montant des acomptes versés, l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du CGI et la majoration prévue à l'article 1731 du même code sont applicables à la différence positive entre, d'une part, la somme du montant de chacun des deux acomptes qui auraient été versés en l'absence de modulation à la baisse et, d'autre part, la somme du montant de chacun des deux acomptes effectivement versés.

24. Le **montant de taxe dû est régularisé lorsqu'elle est déclarée**. Le cas échéant, les montants à restituer aux redevables sont imputés sur l'acompte acquitté lors de cette déclaration puis, si nécessaire, sur celui acquitté postérieurement la même année ou, en cas d'absence ou d'insuffisance des acomptes, remboursés.

25. **Option pour la consolidation au sein d'un groupe** - Un redevable de la taxe (non soumis au régime réel simplifié d'imposition ni admis à déposer ses déclarations par trimestre civil) peut choisir de déclarer et d'acquitter la

4 BOI-TCA-TSN-20, 16 oct. 2019.

taxe pour l'ensemble des redevables du groupe auquel il appartient (sur la notion de groupe, V. § 6). Dans ce cas, les modalités de déclaration et de paiement exposées ci-dessus ne s'appliquent pas à la taxe. Pour une présentation détaillée du régime, il convient de se référer à la doctrine administrative⁵.

Cette option est exercée avec l'accord de l'ensemble des redevables du groupe concerné.

Le redevable recourant à l'option formule sa demande auprès du service des impôts dont il dépend. Cette option prend effet pour les paiements et remboursements intervenant à compter de la déclaration déposée l'année suivant la réception de la demande par ce service.

L'option peut, pour la **taxe due au titre de l'année 2019**, être exercée jusqu'au 31 octobre 2019 et prend effet à partir du premier paiement à compter de cette date.

26. L'option est exercée pour au moins trois années. Elle s'applique pour la taxe due par tout nouveau membre du groupe concerné.

Le redevable renonçant à l'option ou en cas de désaccord du nouveau membre d'un groupe, la demande de renonciation est formulée auprès du service des impôts dont le redevable dépend. Cette renonciation prend effet pour les paiements et remboursements intervenant à compter de la déclaration de l'année déposée l'année suivant la réception de la demande par ce service.

27. La déclaration déposée par le redevable ayant opté (redevable de référence) doit mentionner les montants dus par chaque membre du groupe.

Ce redevable de référence obtient les remboursements de la taxe due par les redevables membres du groupe consolidé, le cas échéant, par imputation des montants dus par les autres membres, et doit acquitter les droits et les intérêts de retard et pénalités en conséquence des infractions commises par les redevables membres du groupe.

Chaque redevable membre du groupe est tenu solidairement avec le redevable de référence au paiement de la taxe et, le cas échéant, des intérêts de retard et pénalités correspondants que le redevable de référence est chargé d'acquitter, à hauteur des droits, intérêts et pénalités dont le redevable membre du groupe serait redevable en l'absence d'option.

28. Cessation d'activité du redevable - Le montant de la taxe qui est dû au titre de l'année de cessation d'activité est établi immédiatement. Celle-ci est déclarée, acquittée et, le cas échéant, régularisée selon les modalités prévues pour la TVA dont il est redevable ou, à défaut, dans les soixante jours suivant la cessation d'activité.

Lorsque l'entreprise a opté pour le régime de consolidation au sein d'un groupe, la taxe est déclarée par le redevable de référence du groupe.

V. Recouvrement, contrôle et contentieux

29. Sans préjudice des articles L. 16 C (V. § 32) et L. 70 A (V. § 34) du LPF, la taxe est **recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que les taxes sur le chiffre d'affaires**.

Les **réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ces mêmes taxes**.

A. Obligation comptable à la charge de l'entreprise

30. Tant que le droit de reprise de l'administration est susceptible de s'exercer (V. § 31), les redevables doivent **conserver, à l'appui de leur comptabilité, l'information des sommes encaissées mensuellement en contrepartie de chacun des services taxables fournis**, en distinguant celles se rapportant à un service fourni en France (V. § 9) et, le cas échéant, celles exclues de l'assiette car se rapportant à des services facilitant la vente de produits soumis à accises (V. § 17), ainsi que les éléments quantitatifs mensuels utilisés pour calculer les proportions prévues pour la détermination de l'assiette (V. § 16). Ces informations sont précisées dans un tableau par la doctrine administrative⁶.

L'information sur les sommes encaissées mensuellement doit préciser, le cas échéant, le montant encaissé dans une **monnaie autre que l'euro** et le montant converti en euro, en faisant apparaître le taux de change retenu (V. § 16, *in fine*).

Ces informations doivent être tenues à la disposition de l'administration et lui être communiquées à première demande (V. § 32).

B. Contrôle

31. Délai de reprise – Un nouvel article L 177 A du LPF prévoit des délais de reprise dérogatoires :

> en **principe**, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la sixième année suivant celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible ;

> lorsque l'administration a dressé un procès-verbal de **flagrance fiscale** ou lorsque le contribuable exerce une **activité occulte**, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la dixième année suivant celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible.

32. Demande d'informations - L'administration fiscale peut demander au redevable de la taxe des justifications sur tous les **éléments servant de base au calcul** de cette taxe, sans que cette demande constitue le début d'une vérification de comptabilité ou d'un examen de comptabilité (LPF, art. L. 16 C nouveau).

5 BOI-TCA-TSN-30, 16 oct. 2019.

6 BOI-TCA-TSN-20, 16 oct. 2019, § 20.

Cette demande doit indiquer expressément au redevable les points sur lesquels elle porte et lui fixer un délai de réponse, qui ne peut être inférieur à deux mois.

33. Lorsque le redevable n'a pas répondu ou a répondu de façon insuffisante à la demande de justifications dans le délai prévu par celle-ci, l'administration fiscale lui adresse une **mise en demeure** de produire ou de compléter sa réponse dans un délai de trente jours, en précisant, le cas échéant, les compléments de réponse souhaités. Cette mise en demeure doit mentionner la nouvelle procédure de taxation d'office mise en place par la loi (V. § 34).

34. Taxation d'office - Lorsque, dans les trente jours de la réception de la mise en demeure mentionnée ci-dessus (V. §

33), le redevable s'est abstenu de répondre, n'a pas complété sa réponse ou l'a complétée de manière insuffisante, l'administration fiscale peut procéder à la taxation d'office du redevable (LPF, art. L. 70 A nouveau).

35. Information sur les conséquences financières des rectifications – L'article L. 48 du LPF est modifié afin de prévoir qu'en cas de rectification d'une société membre d'un groupe ayant opté pour la consolidation de la déclaration et du paiement (V. § 25), l'information sur le montant des droits, taxes et pénalités résultant de ces rectifications porte, en ce qui concerne la taxe et les pénalités correspondantes, sur les montants dont ce redevable serait redevable en l'absence d'appartenance au groupe.

Annexe (disponible sur le site internet de la Revue)

Travaux préparatoires